

le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 20 F (200 FB)
6 mois : 10 F (100 FB)
pli fermé : 34 F et 18 F
programme communiste
1 an : 24 F (200 FB)

13^e ANNEE - N° 206
LE NUMERO : 1 FF
10 FB - 1 FS
du 1^{er} au 14 nov. 1975

A bas le national-communisme ! Vive l'internationalisme prolétarien !

« L'Internationale Communiste se donne pour but la lutte armée pour le renversement de la bourgeoisie internationale et la création de la République internationale des soviets, première étape dans la voie de la suppression complète de tout régime gouvernemental. L'Internationale considère la dictature du prolétariat comme l'unique moyen disponible pour arracher l'humanité aux horreurs du capitalisme. [...] »

« L'Internationale Communiste n'ignore pas que, pour hâter la victoire, l'Association Internationale des Travailleurs, qui combat pour l'abolition du capitalisme et l'instauration du communisme, doit avoir une organisation fortement centralisée. Le mécanisme organisé de l'Internationale doit assurer aux travailleurs de chaque pays la possibilité de recevoir, à tout moment, de la part des travailleurs organisés des autres pays, tout le secours nécessaire » (Statuts de l'Internationale Communiste, II^e Congrès de l'I.C., Moscou, 1920).

Au moment où ils applaudissaient la proclamation des Statuts de la nouvelle Internationale, les représentants du prolétariat révolutionnaire de tous les continents étaient remplis d'enthousiasme par les nouvelles de l'avance de l'Armée Rouge en Pologne, et souhaitaient ardemment qu'elle parvienne à faire la jonction avec Berlin prolétarien et martyr.

Aujourd'hui, c'est dans un Berlin anéanti, démembré, vidé de sa substance sous l'implacable talon de la Sainte Alliance contre-révolutionnaire qui y règne en maîtresse, que se sont réunis les pitres et les pantins des soi-disant partis communistes d'Europe pour y pousser en chœur ce cri :

« Loin de nous l'idée qu'il faudrait fixer une stratégie commune à tous nos partis. Cela est hors de question. Nos partis agissent dans des conditions extrêmement diverses et il ne peut y avoir de moule unique, de modèle universel valable pour chacun et pour tous. Ils ne possèdent ni ne sauraient posséder ni organisation internationale ni centre dirigeant. Chaque parti détermine souverainement, en toute indépendance, sa politique et ses moyens d'action. Aucun ne peut accepter des thèses qui entrent en contradiction avec sa propre politique » (intervention de Jean Kanapa à la réunion de Berlin, rapportée par France Nouvelle du 20 oct. 75).

Dans la réalité capitaliste de la guerre de tous contre tous, est-il concevable de concilier éternellement la revendication théorique de l'internationalisme prolétarien et le soutien pratique, donné dans la guerre impé-

rialiste par les partis correspondants, aux Etats insérés dans les alliances militaires changeantes de la Russie ?

Est-il concevable que des parlementaristes-nés goûtent aux délices de la participation gouvernementale et de la collaboration sans frein dans la reconstruction nationale et impériale et qu'ils se délectent de la manne de l'Etat-providence, sans en venir, en fin de course, à la revendication de « à chacun sa stratégie » — électorale, s'entend —, à la revendication du droit pour chacun de se faire le larbin du Spinola, du Serer ou du Moro — et pourquoi pas du Debré — qu'il veut, selon la riche diversité des « conditions nationales propres ? »

En fait il était inévitable qu'on en arrive à la revendication de l'autonomie nationale absolue, après la première grande étape du « socialisme dans un seul pays », et la seconde étape de la liquidation officielle en 1943 des restes nauséabonds de l'Internationale stalinisée, offerte à Roosevelt en reconnaissance pour quelques tanks et quelques avions.

Il était donc juste de voir que, derrière l'affirmation du « polycentrisme » cher à Togliatti ou des « voies nationales » chères à Thorez, se cachait la voie unique et universelle de la négation du communisme, de l'adoption du réformisme démocratique-parlementaire et de la soumission inconditionnelle de chaque parti national à sa bourgeoisie.

Dans la vieille Europe partagée en deux chasses gardées sous le signe mensonger d'une « coexistence pacifique » où les deux cerbères se donnent mutuellement le droit d'user et d'abuser de leurs vaincus comme de leurs alliés, est-il imaginable que les

communistes devenus nationaux ne se mettent pas à exprimer, de la façon la plus « libre » et la plus « indépendante », les aspirations nationales de leur capitalisme ? Est-il imaginable qu'ils n'en viennent pas à rêver, en pleine communion avec leurs maîtres

DANS CE NUMERO :

- La riposte à l'offensive bourgeoise : appel contre la réaction fasciste (1921).
- Les communistes et la question féminine.
- Portugal : le mirage du « pouvoir populaire » (2).
- Espagne : le maître ordonne, le valet obéit (2).
- Du syndicalisme tricolore à l'armée du salut.

respectifs, de desserrer un peu le carcan des traités et des pactes, au moins dans la limite — que nous savons étroite — où leurs Etats peuvent se passer des grands gendarmes dans leurs « affaires intérieures » ?

Est-il possible que les grandes puissances d'hier, ravalées au rang de puissances de second ordre par rapport aux « super-

(Suite page 2)

Les syndicats et la retraite

Jamais l'opportunisme n'a préparé ni organisé de véritable action d'envergure pour la retraite à 60 ans ou les 40 heures par semaine à salaire égal, et bien qu'il reconnaisse que le maigre constat de Grenelle en 68 ait recommandé aux patrons leur adoption de principe, de l'aveu même de Ségué, les centrales CGT et CFDT ne sont intervenues pour la première fois pour la retraite à 60 ans qu'en... 1970 (Humanité, 7 octobre 75).

Et quelle intervention ! L'opportunisme a toujours fixé comme but aux luttes non les véritables intérêts du prolétariat, mais l'ouverture de « véritables négociations ». S'asseoir à la table des maîtres comme un bon serviteur dont la bourgeoisie reconnaît les mérites et avec qui elle admet de chercher la solution à sa crise la moins onéreuse en mouvements sociaux, quel triomphe !

C'est dans ce sens que Ségué pavoise devant le changement d'attitude du gouvernement qui reconnaît enfin que répondre à cette revendication, ce n'est pas démolir l'économie nationale (Humanité, 7-10). Au contraire ! Car si la bourgeoisie avance la réforme de la retraite justement dans cette période, c'est bien pour limiter le chômage aux moindres frais, et, comme le dit Le Monde du 9-10, « ajuster dans les années à venir la population active à une croissance ralentie de l'économie », c'est-à-dire rejeter plus tôt les vieux travailleurs dans l'armée de réserve industrielle.

L'opportunisme est d'accord et se soumet complètement à ces exigences : il a laissé toute l'initiative au gouvernement qui a lui-même enclenché les « consultations » sur ce projet à la rentrée, et au CNPF ; il accepte que la réforme ait lieu par étapes et « tranche par tranche », et surtout — et c'est là la question centrale — il accepte l'impossibilité du cumul de la pension et d'une activité salariée, déclarant que « l'embauche doit, par priorité, être réservée aux chômeurs », « afin de résorber le chômage des jeunes » (Le Monde, 9-10). Rien d'étonnant si ses « vues coïncident, chose rare, avec celles de Chirac » (ib.), du CNPF et de la CGC !! La discussion ne porte donc que sur la façon de présenter la chose aux ouvriers, l'opportunisme cherchant l'aspect publicitaire de la réforme : les femmes et les travailleurs postés d'abord, les étapes sur trois ans au lieu de cinq ou dix.

Mais l'abandon des ouvriers est total : se prononcer contre le cumul, c'est se foutre parfaitement que les ouvriers crévent de faim lorsque le capital les rejette après les avoir précocement usés, délabrés, épuisés, profondément altérés dans leur santé sinon amputés d'un de leurs organes. Et ce n'est pas la misérable revendication syndicale, par ailleurs purement verbale, de la revalorisation des retraites à 75 % du salaire qui leur permettra de vivre ! Voilà comment l'opportunisme divise les ouvriers entre eux, faisant croire aux jeunes qu'ils n'auront du travail que si les vieux crévent, et aux vieux que les jeunes sont cause de leur misère, et diffusant la démagogie productiviste du « place à la jeunesse ».

Contre les charognes opportunistes, il faut appeler à la solidarité de toutes les catégories de travailleurs, lutter contre la retraite obligatoire et les licenciements déguisés sous forme de pré-retraite, imposer le droit à la retraite à 55 ans pour les hommes et 50 ans pour les femmes, avec un âge plus jeune pour les catégories les plus exploitées dont la moyenne de vie n'atteint même pas l'âge actuel de la retraite pour l'ensemble de la classe ouvrière, ainsi que la retraite égale au salaire, pas de retraites en dessous du salaire minimum, et le droit des retraités à rester inscrits au syndicat et à participer à l'action syndicale et aux grèves.

Portugal

Le mirage du « pouvoir populaire »⁽²⁾

En considérant le parallèle fait entre les soviets russes de 1917 et les « conseils » portugais d'aujourd'hui, dans le début de cet article paru dans le n° 205 du Prolétaire, nous avons rappelé que les premiers présentaient un caractère de nette rupture avec l'appareil de l'Etat et, par conséquent, avec la structure hiérarchique de l'armée, et ce en dépit de la tendance de la direction menchévique-socialiste-révolutionnaire à la conciliation. Les seconds sont des organes périphériques qui sont restés à la remorque du MFA, et ceci est un objectif que recherchait précisément la bourgeoisie portugaise dont la politique, depuis le début, a consisté moins à combattre ouvertement l'agitation et l'organisation ouvrières qu'à tenter de les stériliser grâce au verbe socialisant du MFA et aux partis opportunistes, et dont le mot d'ordre-clé était : « organisations a-parti ».

Les objectifs généraux et les principes d'action de cette politique sont communs aux différentes fractions politiques de la classe dominante et de tout son personnel jusques et y compris ses larbins opportunistes, et ce en dépit des divergences et des dissensions parfois graves dans les questions de la mainmise sur les colonies et de la guerre coloniale, des relations avec les Etats-Unis et l'Europe, de la crise économique et de la restructuration du capitalisme portugais, avec toutes les interactions entre ces questions centrales dont une analyse approfondie reste à faire.

Face à la bourgeoisie et à ses larbins officiels quelle est l'attitude des partis qui prétendent les combattre au nom de la révolution ?

Il est inutile d'insister longtemps sur le courant maoïste, qui reven-

(suite page 4)

Vient de paraître

New Publication

COMMUNIST PROGRAM

New Series - No. 1 - October 1975

CONTENTS

- Once Again On Crisis and Revolution.
- The Course of World Imperialism.
- Force, Violence and Dictatorship in the Class Struggle.
- The Cycle of the « Awakening of Asia » is Closed Only to Reopen Again on a Higher Level.
- The Bitter Fruits of Thirty Years of Democratic Peace and Capitalist Prosperity.

★

Prix : 6 F.
Abonnement (4 numéros) : 24 F
Abonnement pli fermé : 40 F
Commandes à :

Price : 50 p. / \$ 1.00
Subsc. (4 issues) : £ 2.00 / \$ 4.00
Closed mail : £ 3,50 / \$ 7.00
Available from :

Editions Programme, 20, rue Jean-Bouton, Paris-12^e
(France)

RÉUNIONS PUBLIQUES

- A STRASBOURG : le vendredi 7 novembre, 20 h 30, maison des syndicats, 1, rue Sédillot

CRISE ET RÉVOLUTION

- A ANGERS : le mercredi 19 novembre, 20 h 30, petite salle de la Mutualité, 4, rue de la Poissonnerie

- A LILLE : le vendredi 21 novembre, 20 h 30, 27, rue Adolphe

LES LEÇONS DU PORTUGAL

Les communistes et la question féminine

« L'affranchissement de la femme a pour condition première la rentrée de tout le sexe féminin dans l'industrie publique et cette condition exige à son tour la suppression de la famille conjugale en tant qu'unité économique de la société » (Engels, *L'Origine de la famille*).

La bourgeoisie se targue d'avoir libéré les femmes en leur ouvrant les portes de l'activité sociale. Faut-il, comme le prétend le réformisme, se contenter d'appuyer et d'approfondir l'œuvre de la bourgeoisie ? Faut-il, contrairement à l'analyse marxiste, chercher des facteurs « spécifiques » de l'oppression féminine ? Telles sont les questions généralement agitées dans les mouvements « de gauche » à propos de l'oppression que subissent les femmes.

En arrachant à la terre les femmes comme les hommes pour satisfaire ses besoins en force de travail, le capitalisme a effectivement, pour la première fois depuis le communisme primitif, réintroduit les femmes dans la production sociale. Et en dépit de la brutalité avec laquelle cette œuvre s'effectue, les communistes ont toujours souligné son caractère révolutionnaire. Mais ils montrent en même temps que la femme prolétaire n'a trouvé par ce moyen que l'exploitation, l'insécurité constante et le chômage propre à sa nouvelle condition de salariée, sans être pour autant débarrassée du joug séculaire du travail domestique. En effet, si le capital a détruit, dans la classe exploitée où la femme vit de son salaire, les deux fondements de la famille monogamique (1), c'est-à-dire l'héritage et la domination économique du mari, il n'a pas pour autant supprimé la famille. Et ceci pour cette simple raison que, comme l'explique Trotsky dans *La révolution trahie*, la famille ne peut pas être détruite et encore moins abolie par décret ; il faut la remplacer. Or sa disparition suppose que la société prenne en charge l'activité domestique indispensable à la survie de l'espèce, et cela le capitalisme ne peut pas le faire.

Le double esclavage de l'ouvrière plonge donc ses racines dans les

contradictions les plus profondes du capital. La socialisation de la production a entraîné le retour des femmes à la vie publique, mais ce retour s'est effectué à travers l'exploitation salariée. Les bases sur lesquelles reposait la famille ont été détruites ; la petite économie familiale a été absorbée dans le circuit capitaliste (on chercherait en vain de nos jours une famille qui se charge de cuire son pain, fabriquer ses conserves, son linge, etc.), et, pour pallier les déséquilibres de son propre système, la société bourgeoise a même dû instituer tout un réseau d'organismes collectifs, qui ne sont rien d'autre que ce que Lénine nommait des « germes de socialisme », bien qu'ils portent aujourd'hui toutes les tares du mercantilisme qui les entoure. Mais la famille continue à se survivre à elle-même en pesant de tout son poids sur la femme prolétaire, car sa disparition a pour condition la socialisation de l'échange et de la distribution, c'est-à-dire le communisme.

Telle est la cause irréductible de l'oppression de l'ouvrière dans la société bourgeoise. Sa situation de femme conditionne sa surexploitation à l'usine, où la maternité et les servitudes domestiques sont autant d'éléments qui déprécient sa force de travail et la désavantagent dans la concurrence incessante que le capital crée et entretient entre les exploités. Le chômage chronique, qui est le lot du prolétariat, se trouve dans son cas encore aggravé tant par cette concurrence que par tous les facteurs qui concourent directement à la rejeter au foyer (le taux d'activité des femmes stagne d'une façon générale depuis le début du siècle autour de 30 % dans la plupart des pays industrialisés). Ainsi le Capital est non seulement l'obstacle à l'émancipation de la femme, mais il constitue le frein à la réalisation de la tendance sociale qu'il a lui-même engendrée, c'est-à-dire le retour des femmes dans la production sociale.

La société bourgeoise a hérité des sociétés passées cette forme familiale dont Engels écrit qu'elle entre dans l'histoire « comme l'as-

sujetissement d'un sexe par l'autre, comme la proclamation d'un conflit des deux sexes, inconnu jusque-là dans la préhistoire », une forme familiale fondée sur la propriété privée, la domination du père et la transmission de l'héritage aux enfants, qui consacrait les femmes à la vie domestique et leur interdisait toute activité publique. Et cette famille convenait si bien à son mode de production, du moins dans sa première période de croissance, que sitôt érigée en classe dominante, la bourgeoisie en a renforcé les liens en accroissant l'autorité du père de famille (le code Napoléon retirait aux femmes toutes les libertés que leur accordaient les us et coutumes en vigueur au Moyen Âge). Mais le Capital ne pouvait se développer sans saper les bases de la famille (tout en restant aussi indissolublement lié à elle qu'il l'est à la propriété privée) en faisant sortir les femmes de leur réclusion séculaire. Dans le prolétariat, le travail de la femme est la conséquence directe des besoins de l'exploitation capitaliste perpétuellement en quête de main-d'œuvre bon marché, et c'est ce travail qui ruine la famille. Dans la bourgeoisie et la petite bourgeoisie, le travail de la femme apparaît au contraire comme une conséquence secondaire et tardive de la destruction ou de la désagrégation de la famille.

La destruction de la famille du paysan et de l'artisan suit celle de la petite production. Avec elle disparaît cette forme pré-capitaliste de servitude qui liait la femme au cadre restreint et abrutissant de la petite exploitation familiale (2) mais avec elle disparaît aussi la sécurité et l'assurance du lendemain qu'elle lui donnait en retour. La société bourgeoise se targue de libérer les femmes et elle les libère en effet, mais pour le Capital et dans les limites permises par lui. Même la famille bourgeoise, gardienne de la propriété, berceau de l'accumulation capitaliste, perd toute raison d'être dès lors que la concentration du capital devient telle que sa reproduction est assurée dans le cadre des banques et des grandes sociétés anonymes. C'est cette dis-

solution qui se traduit dans la libéralisation de la juridiction à l'égard des femmes à laquelle on assiste depuis quelques années.

★

Mais si l'ouvrière n'est pas seule à être prise dans les contradictions du capital, il serait faux d'en conclure, comme le font de nombreux groupes, que les femmes dans leur ensemble, et en particulier, celles de la petite-bourgeoisie avec lesquelles elle peut présenter des analogies, connaissent la même situation qu'elle ou encore qu'il existe une oppression commune à toutes les femmes à laquelle viendrait ou non s'ajouter l'exploitation salariée.

Il est vrai que, de même qu'elle donne à toute chose le caractère de marchandise, la généralisation du capitalisme tend à donner à tout travail, même à celui du capitaliste, la forme de travail salarié. Il en résulte une uniformisation — toute relative ! — des modes de vie, si bien que Françoise Giroud peut aujourd'hui se permettre d'exposer « les problèmes des femmes » comme étant représentatifs de ceux de toutes les femmes. En réalité, si la société bourgeoise étend en effet à l'ensemble des femmes la contradiction entre travail social et persistance de la famille, cette contradiction n'en prend pas moins des caractères entièrement différents selon les classes. Non seulement la femme bourgeoise ne connaît pas l'exploitation salariée (qui est liée, rappelons-le, à la production de plus-value), mais le plus souvent elle participe, lorsqu'elle a une fonction sociale, à l'extorsion de la plus-value sur le dos du prolétariat. Quant aux tâches domestiques, elle s'en débarrasse en partie ou en totalité sur... la bonne, c'est-à-dire précisément sur une prolétaire.

« Tant que la société n'est pas en état d'assumer les charges matérielles de la famille, écrit encore Trotsky dans *La révolution trahie*, la mère ne peut s'acquitter avec succès d'une fonction sociale qu'à la condition de disposer d'une esclave blanche, nourrice, bonne, cuisinière ou autre, si bien que la femme prolétaire n'est pas seulement l'esclave de sa propre famille mais de celle de la bourgeoisie et d'une bonne partie de la petite bourgeoisie ».

L'oppression que subit la femme bourgeoise se situe essentiellement sur le terrain du droit (accès à la propriété et à la gestion des biens) et de la promotion professionnelle où elle rencontre la résistance des hommes hostiles à ces nouvelles concurrentes. Elle trouve dans les réformes démocratiques une solution partielle, car la maternité et la famille reste, dans la concurrence qui l'oppose aux hommes sur le plan de la « carrière », un handicap irréductible lié à la nature même de

cette société. Il est vrai que le capital crée également une concurrence entre les hommes et les femmes du prolétariat, l'emploi d'une main-d'œuvre féminine à bas prix ayant pour but d'accroître le degré général d'exploitation, mais il les pousse en même temps à s'unir contre lui. L'ouvrière ne peut se défendre efficacement qu'en luttant contre la surexploitation de l'ouvrière et celle-ci ne peut obtenir une amélioration de son sort qu'en combattant avec ses frères de classe contre le capital. L'un et l'autre ont historiquement un même but, le renversement de la société bourgeoise et l'instauration de leur dictature de classe. Au contraire, dans la bourgeoisie, la concurrence entre les hommes et les femmes est irréductible et c'est pourquoi l'oppression de la femme bourgeoise trouve son expression dans des mouvements féministes dont les coups se dirigent essentiellement contre les hommes (voir à ce sujet le discours de Clara Zetkin au congrès de Gotha reproduit en partie dans le n° 193 du *Proletaire*). Une des formes typiques de cette lutte était celle du féminisme « classique » pour le droit de vote. Aujourd'hui, partout où l'égalité juridique a été pratiquement réalisée, est né un nouveau féminisme se réclamant verbalement de la destruction du capitalisme — tant il

(suite page 4)

(1) Engels entend par famille monogamique la forme familiale apparue avec la société de classe, « la première forme de famille basée non sur des conditions naturelles, mais sur des conditions économiques (à savoir la victoire de la propriété privée sur la propriété commune spontanée) ». Il la caractérise par « la souveraineté de l'homme dans la famille, la procréation d'enfants qui ne puissent être que de lui et qui étaient destinés à hériter de sa fortune ».

Engels ne prend donc pas le mot monogamique au sens étymologique de couple d'un seul homme et d'une seule femme (prise dans ce sens la famille-base est loin d'être monogamique !) mais dans son sens historique : il s'agit de la famille qui, succédant aux différentes formes familiales du communisme primitif, consacre pour la première fois l'indissolubilité du lien familial et dont la structure est restée inchangée à quelques variantes près, à travers les sociétés antiques, féodales et bourgeoises.

(2) De la même manière que la petite exploitation est porteuse de l'oppression sociale, l'émancipation de la femme petite-bourgeoise de l'esclavage domestique est indissociable du dépassement de la petite exploitation. Chez la femme prolétaire, la lutte contre le Capital est porteuse de son émancipation. En revanche, chez la femme attachée à la petite production, la défense de sa classe sociale serait celle de son esclavage en tant que femme.

Vive l'internationalisme prolétarien !

(Suite de la page 1)

puissances » d'aujourd'hui, ne cultivent pas dans l'idéologie de leurs serviteurs social-impérialistes un mélange aussi équivoque qu'impuissant de résignation pacifiste de « petite nation » et d'agressivité d'impérialisme brimé et nostalgique ?

Il faut être myope — ou hypocrite — pour continuer à ne pas voir dans l'Etat russe un impérialisme, arriéré certes, mais qui peut rivaliser en férocité avec d'autres dans la jungle internationale ! Et il faut être myope — ou hypocrite — pour continuer à voir dans les Marchais ou les Berlinguer de simples valets de Moscou.

★

Mais il serait faux de ne voir dans les petits tumultes de la réunion de Berlin qu'une simple querelle reflétant les antagonismes nationaux entre les partis « communistes » d'Occident et celui de Russie. La condamnation de tout internationalisme pratique n'est pas un hasard à l'aube d'une période historique où les tremblements de terre du capitalisme mondial font renaître l'existence de la lutte pour la révolution communiste et de la revendication de son parti mondial.

Hier, les communistes voyaient dans la guerre impérialiste l'arrêt de mort d'une société qui ne peut se survivre qu'au prix de misères et de destructions grandissantes ; et ils avaient appelé à transformer la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire. Les communistes nationaux d'aujourd'hui ont déjà trouvé dans les convulsions du capitalisme prétexte à soutenir les gouvernements en place pour

« sauver le Pays de la crise », et dans les misères et les souffrances du deuxième carnage impérialiste, ils ont trouvé matière à défendre une patrie commune aux prolétaires et aux bourgeois contre la barbarie... étrangère. Et pour aboutir à quoi ? A être prêts aujourd'hui à faire de même, avec l'empressement que donne l'habitude !

Hier, les communistes révolutionnaires avaient décelé dans les formes économiques centralisées, dans la centralisation et le caporalisme de plus en plus déclaré des Etats, dans la tendance à se donner des organisations internationales comme la Société des Nations, enfin dans le terrorisme ouvert de la bourgeoisie, la preuve de la volonté de résistance d'une classe qui ne pouvait être détruite sans la violence, l'insurrection et sans la plus grande centralisation, à l'échelle non seulement nationale mais internationale. L'horreur suscitée par les corps expéditionnaires et les Pinochet d'aujourd'hui est transformée par les faux communistes en un appel au respect superstitieux de la légalité à tout prix, de la non-violence et de l'isolement local et national des luttes ouvrières comme des luttes des masses opprimées par l'impérialisme, en un appel à s'en remettre à la bonté de l'Etat-arbitre et de l'ONU-arbitre.

Et que dire de l'immédiatisme qui prétend combattre cette trahison toujours plus éclatante en passant sous silence la leçon claire que les communistes d'hier tiraient — et qu'ils oublieront malheureusement par la suite — de la contre-révolution sanglante

de Berlin et de Budapest, à savoir que la lutte contre les bourgeois — et les candidats bourgeois — réformistes exigeait la rupture la plus nette avec les phrasés du centre et de la gauche qui balançaient entre la révolution sans préparation et la soumission la plus éhontée à la droite, sous le prétexte illusoire de l'« unité prolétarienne » à tout prix ?

★

Aujourd'hui encore plus qu'hier les communistes disent : Guerre à la bourgeoisie, aucun respect pour l'économie nationale ! Défaitisme dans la crise, condition du défaitisme dans la guerre impérialiste ! A bas les fronts nationaux dans la paix comme dans la guerre ! A bas l'Etat bourgeois, sa démocratie et sa légalité ! Lutte contre l'oppression qu'il perpètre contre les colonies et les autres nations ! Pour la subordination des intérêts « nationaux » à ceux de la lutte internationale du prolétariat ! Contre l'autonomie locale ou nationale ! Pour le Parti Communiste Mondial centralisé et révolutionnaire !

La contre-révolution a vaincu à Berlin, c'est à Berlin qu'elle s'est acharnée avec le nazisme. C'est encore à Berlin qu'elle a consacré ses forces de destruction en 1945. C'est de la réunion de Berlin aujourd'hui que vient ce que nous haïssons. Berlin ne sera vengé qu'en redevenant le cœur vivant de la future vague révolutionnaire et du Parti international reconstitué. Nous en sommes sans doute loin. Mais il n'y a pas d'autre voie.

Vive l'internationalisme prolétarien !

Du syndicalisme tricolore à l'armée du salut

Les périodes de crise économique, comme celle que nous connaissons aujourd'hui, devraient permettre au syndicalisme réformiste, qui prétend pallier les effets de la crise sur les ouvriers grâce aux « conquêtes » qu'il ne cesse d'accumuler, de faire la preuve de son efficacité. Or ce que révèle ce banc d'essai c'est que ce syndicalisme-là est au même niveau que le syndicalisme blanc classique qui rejetait ouvertement la lutte des classes, ne reconnaissait à l'organisation ouvrière qu'un rôle d'assistance sociale et remplissait en fait la fonction de briseur de grève professionnel.

Voici un échantillon de la réalité quotidienne pesant sur l'ensemble d'une classe ouvrière qui fait les frais du « syndicalisme sûr et responsable ». A Villeneuve-la-Garenne, dans la banlieue nord de Paris, la CGT de l'entreprise DAVUM a distribué le 10 octobre un tract intitulé « Saisissons la balle au bond » où l'on peut lire ceci : « Tout ce qu'on a pu obtenir d'important à la réunion de mardi c'est l'engagement de la direction à faire son possible pour reclasser les personnes menacées de licenciement ». Pas d'appel à la lutte contre les licenciements, ni même de revendication pour qu'à défaut de travail, les ouvriers aient du moins, comme nous le disons, le pain. Tout ce que la CGT a trouvé à dire, c'est : « Mais ces promesses sont restées dans la vague, c'est à nous de leur faire prendre forme ! A Villeneuve il nous faut trouver 41 postes. En cherchant tous ensemble, c'est possible » !!!

Entre la CFDT qui propose d'augmenter le personnel des ASSEDIC pour résoudre le problème du chômage et la CGT dont les sections en sont réduites à se proposer comme succursales de l'Agence pour l'emploi, le bilan du syndicalisme tricolore est bien rempli.

La riposte de classe à l'offensive bourgeoise

Appel contre la réaction fasciste

Camarades !

Dans la tragique situation d'aujourd'hui, le Parti communiste a le devoir de s'adresser à vous.

Dans de nombreuses régions et villes d'Italie, les heurts sanglants entre le prolétariat et les forces régulières et irrégulières de la bourgeoisie se multiplient. Parmi tant de victimes connues ou obscures, le Parti communiste note la perte d'un de ses meilleurs militants, Spartaco Lavagnini, tombé à Florence au poste de responsabilité qu'il occupait devant la classe ouvrière et devant son parti. A sa mémoire, et à celle de tous les prolétaires tombés dans la lutte, les communistes adressent le salut des forts, en se renforçant dans leur foi et dans leur action.

Les événements qui se précipitent montrent que le prolétariat révolutionnaire d'Italie ne cède pas aux coups de la méthode réactionnaire que la bourgeoisie et son gouvernement ont inaugurée il y a quelques mois avec les bandes armées blanches qui attaquent les travailleurs aspirant à leur émancipation de classe. Des Pouilles rouges, de la Florence prolétarienne, de tant d'autres centres, nous parviennent des nouvelles qui montrent que malgré l'infériorité de ses moyens et de sa préparation, le prolétariat a su répondre aux attaques, se défendre et frapper ceux qui le frappaient.

L'infériorité du prolétariat — qu'il serait inutile de dissimuler — est due à l'absence dans les rangs de

En reproduisant ce manifeste du Parti Communiste d'Italie de 1921, nous sommes bien conscients de l'énorme différence qui sépare la situation d'hier de celle d'aujourd'hui. L'offensive blanche de 1921, qui prit en Italie la forme du fascisme, répondait et succédait à une puissante vague révolutionnaire internationale. En 1975, même dans les pays où le terrorisme bourgeois ouvert répond à une généreuse agitation ouvrière, la voix des révolutionnaires ne peut avoir l'écho qu'elle trouvait hier, en même temps que, pour la défense de l'ordre établi, se dressent des forces bien plus puissantes que celles qu'avaient à combattre les sections de la III^e Internationale.

Ceci n'empêche pas que les directives générales et surtout la perspective à indiquer aux prolétaires restent fondamentalement les mêmes. Face à l'attaque conjuguée des forces « légales » de répression et des bandes « paralégales » et fascistes, appelées à compléter l'action de l'Etat dans le maintien de l'ordre, la classe ouvrière ne peut répondre par l'appel fait à tous les citoyens pour « contraindre » l'Etat au respect de sa propre légalité et de la paix publique, car cette revendication, invoquée par les partis réformistes, paralyse la réaction des travailleurs sans pour autant désarmer ni l'Etat ni les bandes blanches. La classe ouvrière ne peut riposter qu'en se portant elle aussi sur le terrain de l'action directe pour la défense de ses conditions de vie et de lutte, pour sa défense physique, terrain où peut se déployer et se forger sa force indépendante de classe, où peut se constituer un véritable front de classe contre le front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme.

notre généreux prolétariat d'un encadrement révolutionnaire que seule la méthode communiste peut lui donner à travers la lutte contre les anciens chefs et contre leurs méthodes dépassées d'action pacifique. Les coups que la bourgeoisie porte aux masses leur montrent qu'il est nécessaire d'abandonner les dangereuses illusions du réformisme et de se débarrasser de ceux qui prêchent une paix sociale qui n'est historiquement plus possible.

Fidèle à la doctrine et à la tactique de l'Internationale de Moscou, le Parti communiste a appelé les forces conscientes du prolétariat d'Italie à s'unir pour se donner la préparation et l'organisation qui jusque là leur a manqué et que seuls des démagogues ont pu célébrer. Il ne prêche pas l'apaisement des esprits ni la renonciation à la violence et dit clairement aux travailleurs qu'ils ne peuvent pas se contenter des armes de la propagande, de la persuasion ou de la légalité des urnes, qu'il leur faut des armes réelles et non pas mé-

taphoriques. Il proclame avec enthousiasme sa solidarité avec les ouvriers qui ont répondu à l'offensive des blancs en rendant coup pour coup et il dénonce comme les pires ennemis des travailleurs les chefs des organisations syndicales et politiques qui reculent hypocritement devant leurs responsabilités et qui, par une propagande dont l'adversaire se moque à juste titre, une propagande fondée sur des utopies idiotes de lutte sociale civilisée et chevaleresque, sèment le défaitisme dans les masses et encouragent la réaction.

Le mot d'ordre du Parti communiste est d'accepter la lutte sur le terrain où la bourgeoisie s'est placée et sur lequel l'a poussée irrésistiblement la crise mortelle qui la travaille. Il est de répondre à la préparation par la préparation, à l'organisation par l'organisation, à la discipline par la discipline, à la force par la force et aux armes par les armes.

Il ne pourrait y avoir de meilleure préparation à l'offensive que les forces prolétariennes lanceront im-

manquablement un jour contre le pouvoir bourgeois et qui sera l'épilogue des luttes actuelles.

L'action et la préparation doivent devenir de plus en plus effectives et systématiques et éliminer toute trace de rhétorique démagogique. Dans la situation actuelle, il faut reconnaître qu'il reste encore beaucoup à faire pour que la riposte prolétarienne aux attaques de l'adversaire prenne le caractère d'une action générale et coordonnée, seule capable d'assurer la victoire décisive.

Pour une action dans tout le pays, le prolétariat ne pourrait aujourd'hui recourir à d'autres formes d'action efficaces que celles qui ont été bien souvent adoptées mais dont la direction, dans l'état actuel du développement des organismes de classe, resterait, en totalité ou en partie, dans les mains de ces organismes politiques et économiques dont les méthodes et la structure ne peuvent conduire qu'à de nouvelles déceptions, ne peuvent lancer les masses que dans une impasse, car elles seront inévita-

blement ou bien arrêtées ou bien abandonnées par ceux qui les guident encore en usurpant des postes de direction importants dans l'appareil qui encadre la masse.

Le Parti communiste n'entreprendra de mouvement général dans cette perspective et à travers des rapports avec de semblables éléments que si la situation ne laisse pas d'autre possibilité et nous oblige à nous y soumettre. Les choses étant ce qu'elles sont, le Parti communiste affirme qu'il ne faut pas accepter d'action à l'échelle nationale dirigée par ceux dont les méthodes ne peuvent conduire qu'au désastre. Si cette action devait se produire, le Parti communiste ferait son devoir pour que le prolétariat ne soit pas trahi au plus fort de la lutte et il surveillerait étroitement les adversaires de la révolution.

Aujourd'hui donc, le Parti communiste donne à ses militants le mot d'ordre de résister localement sur tous les fronts aux attaques fascistes, de revendiquer les méthodes révolutionnaires, de dénoncer le défaitisme des sociaux-démocrates que, par faiblesse et par erreur, les moins conscients pourraient considérer comme des alliés possibles devant le danger.

Que la ligne de conduite à observer reste celle-là ou quelle soit accentuée, le centre du parti sait que, du premier au dernier, les communistes, fidèles à leurs martyrs et conscients de leur responsabilité de représentants de l'Internationale révolutionnaire de Moscou, feront tout leur devoir.

Le Parti communiste d'Italie
La Fédération des Jeunes Communistes d'Italie
(6 mars 1921).

(Le début de cet article a paru dans le numéro 205 du Proletaire.)

ESPAGNE

Le maître ordonne, le valet obéit (2)

Désirez-vous assurer simultanément la continuité de votre force de coercition et la transformation « en général » ne s'identifie-t-elle tre domination ? Le PCE est à votre service :

« La société espagnole [mais pour l'opportunisme, la société « en général » ne s'identifie-t-elle pas avec la bourgeoisie ?] souhaite que tout soit transformé afin que soit assuré, sans à-coups ni convulsions sociales, le fonctionnement normal de l'Etat [...]. La continuité de l'Etat exige la non-continuité du régime ». En outre, « la bourgeoisie, les classes moyennes, savent aujourd'hui en Espagne que le retour à la démocratie, largement souhaité, peut se faire sans violence, sans troubles, ainsi que nous l'avons toujours préconisé » (L'Humanité, 31-7-74, et Le Monde, 23-24 juin 1974).

Avez-vous besoin de la solidarité active du stalinisme pour mettre en œuvre les changements politiques exigés par la conservation sociale ? Pas de problème, répond celui-ci :

« La réalisation de ce programme exigerait [...] l'instauration d'un gouvernement provisoire démocratique de réconciliation nationale, formé par des forces de gauche et de droite, qui garantirait l'équilibre et la paix civile intérieure » (Le Monde, 24-7-74).

Souhaitez-vous « fixer ce qui est valable, nettoyer ce qui est usé, donner de la lumière et du lustre à ce qui doit être défendu et enterrement ce qui est mort et pourri », suivant l'expression de Fraga Iribarne, représentant franquiste de la grande bourgeoisie espagnole (La Vanguardia Española, 29-7-75), et en tout premier lieu relever et revaloriser devant les masses exploitées ces deux piliers du Capital que sont l'Eglise (qui bénissait le massacre des ouvriers et des paysans pauvres) et l'Armée (forgée dans les guerres coloniales et dans la guerre civile) ? Le PCE est là pour cette besogne :

« L'Eglise renouvelée, avec une hiérarchie progressiste, et des milliers de prêtres [...] réconcilient par leur conduite le peuple avec l'Eglise ». Et, comme de juste, l'Armée, dernier rempart de la société libé-

rale comme on sait, devrait « posséder une technique et des moyens lui permettant de jouer le rôle que la Nation doit lui donner dans son propre intérêt » (Déclaration de la « Pasionaria » et de S. Carrillo, Le Monde, 25-6-74).

Même le reclassement du vieux personnel franquiste dans la future démocratie espagnole ne pose pas de problème au PCE : celui-ci a en effet l'intention de « garantir l'exercice, sans restrictions, des libertés politiques » (Mundo Obrero, fin septembre 1975), étant donné que « le clivage entre droite et gauche n'a plus guère de sens dans l'Espagne d'aujourd'hui [...] ». La vraie frontière — commente Le Monde du 25-7-75 — passe maintenant, selon [le PCE] entre les ultras de la classe politique [...] et tous ceux, à l'intérieur du régime franquiste comme à l'extérieur du système, qui souhaitent pour leur pays un régime plus moderne, libéral ».

Réaffirmant ces principes fondamentaux de la collaboration des classes, le communiqué unitaire de l'opposition démocratique propose d'en finir, « par la voie pacifique, avec le régime franquiste », et condamne — précisément au moment où les cinq condamnés sont exécutés — le « terrorisme individualiste qui bénéficie objectivement au seul Régime ».

Seuls des gens abusés par la longue et mystificatrice campagne antifasciste du stalinisme international pourraient être surpris par l'infamie du PCE, car son orientation actuelle n'est que la continuation d'une politique menée avec acharnement avant et pendant tout le cours de la guerre civile espagnole, en collaboration étroite avec toutes les forces bourgeoises de la République, une politique dont les objectifs communs peuvent se résumer ainsi : lutte sans trêve contre le prolétariat et les masses pauvres de la paysannerie qui prirent vaillamment les armes contre la réaction franquiste ; recherche d'un compromis « honorable » entre la démocratie bourgeoise et la réaction cimenté par la répression du généreux et indomptable prolétariat de Catalogne.

Le stalinisme ne commet pas seulement un faux historique en pré-

tendant opposer de façon irréductible Démocratie et Fascisme — car aussi bien en Italie qu'en Allemagne, et même en Espagne, la démocratie bourgeoise, alors qu'elle se défendait par la terreur contre le mouvement ouvrier, ouvrait volontairement la voie à la victoire des chemises brunes (Nitti et Giolitti en Italie ; Hindenburg en Allemagne ; Azaña, Giral, Aguirre et le nationalisme basque en Espagne). En outre, il masque au prolétariat l'osmose profonde entre la démocratie (épaulée par l'opportunisme) et le fascisme qui ont une fonction commune — même si elle se réalise sous des formes différentes : tous deux sont porteurs de l'idéologie et de la pratique de la concorde nationale, de l'intégration des syndicats à l'Etat, de la subordination des intérêts des classes sociales à celui de la Nation, de contrôle étatique de l'économie. Cette osmose permet à la bourgeoisie espagnole, alignée hier unitairement sur le franquisme, de préparer aujourd'hui d'en haut, et en répondant ainsi à ses exigences de classe, le retour de son Etat aux formes de la démocratie parlementaire.

La tentative faite par le bloc républicain-stalinien en 1937 pour arriver à une entente avec les forces franquistes bénéficie aujourd'hui de l'appui d'une partie importante de la classe dominante. La main que ce bloc tendait alors aux ennemis jurés des ouvriers, et que la bourgeoisie rejeta pour mener à terme l'écrasement d'un prolétariat indomptable (mais déjà défait par la démocratie et le stalinisme) en exterminant, de façon massive la plus grande partie de la classe ouvrière et en essayant d'effacer en elle jusqu'au souvenir de ses traditions révolutionnaires, cette main est aujourd'hui acceptée : la classe capitaliste n'a pas à craindre aujourd'hui le spectre de la Révolution.

Au siècle dernier, la démocratie bourgeoise fut l'étendard de la lutte subversive des masses populaires qui, de l'Atlantique à l'Oural, s'élançaient contre l'ordre établi. Elle donna lieu, certes, à la naissance de la société bourgeoise moderne, mais elle était grosse de

potentialités révolutionnaires ultérieures, comme le démontra le prolétariat en juin 48 et lors de la révolution d'Octobre, au cours de sa révolution en permanence.

Aujourd'hui, au Portugal, en Grèce, en Argentine, et demain en Espagne, l'Etat dictatorial des classes dominantes octroie de lui-même la démocratie parlementaire aux masses exploitées qui, en guise de remerciement, devraient courber l'échine au son des alléluias d'une Eglise « progressiste » et des prières démocratiques de l'opportunisme, tandis que les forces de répression, transformées par la grâce de Dieu et du stalinisme en... brebis inoffensives armées jusqu'aux dents dans l'intérêt des opprimés eux-mêmes, assurent, comme au Portugal, l'Ordre... « révolutionnaire ».

Au XX^e siècle, la démocratie parlementaire est devenue un rempart des sociétés historiquement pourrissantes (même le capitalisme révolutionnaire de l'Asie n'a pas voulu d'elle !). Reconnaissances ici également la froide clairvoyance des bourgeois espagnols — historiquement couards lorsqu'il s'agissait de combattre les classes périmées, mais riches d'imagination et de hardiesse féroce pour affronter leurs futurs fossoyeurs :

« Il y a longtemps que le capitalisme est entré dans sa phase de sénescence. Ses infirmités sont en partie cachées dans les pays les plus riches, mais elles ne peuvent pas être dissimulées dans les pays sous-développés [...]. L'Espagne a la chance — à quelque chose malheur est bon — d'être déjà dans la situation où les Européens se trouveront sans doute d'ici dix ou quinze ans [...]. Il s'ensuit que, paradoxalement, nous sommes plus proches qu'eux d'une expérience socialiste équitable [lisez plutôt : de collaboration de classe ouverte avec l'opportunisme] [...]. Et il est évident qu'une expérience socialiste honnête n'est pas, hic et nunc, la « dictature du prolétariat », mais un secteur socialiste coopératif [avec ses syndicats et ses partis « ouvriers » solidaires de la défense bourgeoise] » (Perez Sábada, *ibid.*).

Le changement institutionnel — qui en tout état de cause ne pourra avoir lieu sans fortes secousses dans la société espagnole — devra être accueilli par le prolétariat révolutionnaire non pas comme la fin de la guerre civile, mais comme la continuation d'un état ininterrompu de belligérence contre la classe dominante et l'opportunisme contre-révolutionnaire.

souscription permanente

Liste N° 9

Lo. B., 900 ; D., 510 ; Reggio Emilia, 50 ; A. et W., en mémoire de B.Z., 50 ; Paris local, 3.437,38 ; Marc, soutien, 20 ; Raymond, soutien, 28 ; R. soutien, 70 ; soutien Apo, 116 ; Lille, 211 ; Strasbourg, 480 ; Toulouse, 600 ; Angers, 240.

Total précédent 69.159,20
Liste n° 9 6.712,38

Total général 75.871,58

Le mirage du « pouvoir populaire »⁽²⁾

(Suite de la page 1)

dique bien une direction de parti, mais qui met de façon plus ou moins ouverte ce parti au service d'une fraction politique de la bourgeoisie: c'est ainsi qu'au cours de l'été, sous le mot d'ordre d'« offensive anti-socialfasciste et anti-socialimpérialiste », le PCP (ml) s'est mis à la traîne du PS et a applaudi aux élans des « forces de l'amour », tandis qu'il vantait l'orientation du « Conseil de la Révolution [qui] a défini un plan d'action politique de lutte pour l'indépendance nationale qui s'oppose clairement aux desseins du social-impérialisme russe » (O Novo Militante n° 18, août 75).

De son côté, le MRPP n'a pas peur de montrer, au nom du « front unique démocratique et populaire », le PS comme un représentant de « la bourgeoisie libérale qui peut s'allier aux fascistes, mais qui est capable d'offrir au prolétariat révolutionnaire une alliance pour combattre le social-fascisme »; quant au PPD, il faudrait le considérer comme un représentant de « la grande bourgeoisie monopoliste européenne », plutôt qu'américaine (Luta Popular n° 109, 6 octobre 75), ce qui, dans la puissance dialectique maoïste, invite le lecteur à conclure de lui-même que l'on peut s'allier avec lui contre les « superpuissances ».

La force la plus caractéristique dans la situation portugaise actuelle nous semble être le FUR (Front d'Unité Révolutionnaire), regroupement composite de partis qui va des groupes spontanés qui ont mené une action terroriste sous le salazarisme, comme le PRP-BR et la LUAR, aux partis proches du réformisme courant, comme le MDP (qui a déjà participé au gouvernement) et le FSP ou encore l'autogestionnaire MES, et qui comprend aussi la LCI trotskyste (1).

C'est le FUR (2) qui se fait véritablement le chantre du « pouvoir populaire » cher au MES et qui se fixe comme objectif de « permettre de conjuguer les efforts de tous les révolutionnaires afin d'impulser le renforcement, la généralisation et la coordination des organes de pouvoir populaire. Le FUR ne se substitue pas à l'organisation autonome de la classe ouvrière et des masses travailleuses: le rôle du FUR est de contribuer à ce que les organes de pouvoir populaire s'affirment chaque jour plus fondamentaux pour la prise du pouvoir par les travailleurs » (Manifeste du FUR du 10 septembre 75).

Alors que le mot d'ordre de la bourgeoisie est: « surtout qu'aucun parti ne contrôle les organisations ouvrières », la meilleure garantie que nos « révolutionnaires » offrent pour préserver l'autonomie de ces organisations c'est de crier en chœur: « surtout, pas de parti! ». Bien sûr, dit le MES, « les organisations politiques doivent y être

présentes », mais « il est fondamental que soit définitivement établi leur caractère a-parti » (Manifeste du 3-7-75). Le PRP-BR est encore plus clair: « Toute organisation autonome est une fin en soi. Quant aux syndicats [mais il en est de même pour toutes les organisations (3)], nous pensons qu'ils doivent organiser tous les travailleurs et ne pas devenir l'instrument d'un parti politique, quel qu'il soit » (Manifeste du 3-7-75). Quant aux trotskystes de la LCI, ils se paient le luxe d'accuser le PRP-BR de n'être pas tout à fait clair sur la condamnation du rôle de direction du parti: « Ironie des ironies. Suivant la plate-forme des Conseils Révolutionnaires, ce sera le Parti (point 3) qui exercera la dictature du prolétariat (points 4 et 5) alors qu'on prétend, et avec raison, que la dictature du prolétariat ne peut pas être la dictature d'un parti mais celle d'une classe [souligné par nous] » (Luta proletaria n° 13 du 1^{er} mai).

Le rôle que le marxisme assigne au parti de classe est remplacé par une « démocratie ouvrière » ravalée au rang d'une pitieuse règle constitutionnelle: spontanément, la fameuse « dynamique du mouvement réel » pousserait la classe ouvrière à la conscience, à la discipline et à l'assimilation de l'art de la révolution, pourvu que le parti imagine et favorise la forme adéquate à l'expression de cette dynamique. Aussi chacun a-t-il sa recette toute prête: le PRP-BR a ses Conseils Révolutionnaires de Travailleurs, Soldats et Marins; le MES et la LCI insistent sur les Assemblées Populaires d'où sortirait une Assemblée Populaire Nationale. Et peu importe que ces organismes garants de l'autonomie de classe n'aient aucune existence réelle! Tel est la voie idéale par où doit passer la lutte de classe! Et si le mouvement social essayait une défaite, la leçon elle aussi est connue d'avance: ou bien le mouvement était insuffisant pour se donner ces formes miraculeuses, ou bien c'est qu'un parti a commis le crime de « lèse-autonomie »!

*

Mais au fait, quelle est la consistance de l'autonomie ainsi garantie par le FUR? On sait que ce dernier est né le 25 août d'une initiative du... MFA qui a rassemblé les organisations qui le composent actuellement, plus le PCP, son premier acte public étant une manifestation de soutien au V^e gouvernement provisoire. La LCI a bien dit après coup qu'elle n'était pas d'accord avec le mot d'ordre de la manifestation du FUR du 27 août, car le gouvernement de Gonçalves était un « gouvernement de collaboration des classes » (Luta Proletaria n° 16 du 12 septembre), mais si elle a sauvé son âme, elle n'a pas sauvé l'autonomie du mouvement.

Considérons le premier paragraphe de l'accord du 25 août: « Le document du COPCON et le document « ligne d'action programmatique et tâches de transition » constituent une base de travail valable pour l'élaboration d'un programme politique révolutionnaire ». Passons au paragraphe 4: « La création d'un front uni réunissant les partis révolutionnaires et autres organisations révolutionnaires, les militants révolutionnaires, les MFA et les organisations autonomes de pouvoir populaire auxquelles se réfère le document-guide de l'alliance peuple-MFA constitue une issue pour le processus révolutionnaire ». La revendication de la continuité avec le programme du MFA est d'ailleurs précisée par le MES dans le n° 9 de Poder Popular: « Le MES n'approuve pas [le langage de l'autonomie et du pouvoir populaire] le VI^e gouvernement provisoire parce que les conquêtes principales du Peuple Travailleur seront mises en cause par ce gouvernement. En effet, la légitimation et l'incitation au Pouvoir Populaire que l'Assemblée du MFA avait approuvées dans le Document-Guide de l'alliance Peuple-MFA sont mises de côté dans le programme présenté par Pinheiro de Azevedo, où l'on ne tient compte que des documents programmatiques du MFA, le Programme, le Pacte et le Plan d'Ac-

tion Politique, des textes ambigus et contradictoires que les luttes [...] avaient déjà dépassés ». Comme si les premiers textes revendiqués n'étaient pas, comme nous l'avons déjà montré, liés aux seconds, exactement comme pour la bourgeoisie le mensonge démocratique et socialisant est lié au renforcement de la machine d'oppression à laquelle il sert de garde-fou.

Le MES explique par exemple dans le numéro du 16 octobre de Poder Popular, qu'il ne faut pas chercher à redorer le blason du MFA, considéré comme une « organisation démocratique bourgeoise » et une « organisation d'officiers qui a fait son temps » et qui a « créé les conditions pour que les vrais interprètes de la construction du socialisme [...] s'organisent pour lutter en vue de leur émancipation ». Ce faisant, ne reconnaît-il pas clairement ce que vaut la fameuse autonomie de classe trouvée dans le programme d'une organisation « démocratique bourgeoise »?

La grande hardiesse du FUR est de revendiquer un Gouvernement d'Unité Révolutionnaire s'appuyant sur les organes de pouvoir populaire, ainsi que la dissolution de l'Assemblée constituante. Mais évidemment rien n'est dit de la manière dont naîtra ce gouvernement révolutionnaire. Cependant la LCI donne dans le numéro du 12 septembre de Luta Proletaria des précisions qui en disent long sur l'autonomie de ce gouvernement par rapport à l'Etat d'aujourd'hui. En effet, la LCI vise à un gouvernement qui soit « capable de satisfaire les revendications des masses, d'armer les travailleurs, d'écraser une fois pour toutes la réaction capitaliste », mais elle ajoute: « seul peut remplir ces tâches un gouvernement ouvrier d'Unité Populaire, doté d'un véritable programme anticapitaliste, capable de développer et d'être contrôlé par des organismes de pouvoir ouvrier et populaire; seul un tel gouvernement peut appuyer les masses sur la voie de la démolition de l'Etat et de la société bourgeoise [...] ».

Voilà à quoi se réduit l'autonomie de classe dans la bouche du parti du Front qui revendique le plus ouvertement le pouvoir pour les ouvriers et non pour le peuple: réclamer un gouvernement qui veuille bien développer les organes qui vont le contrôler! Car il faut dire qu'en attendant l'Etat est toujours en place et sa machine, même si elle est secouée et entravée dans son fonctionnement, reste debout; l'Etat contrôle donc tous les actes de ce gouvernement et ne permet d'être contrôlé par des organisations de « pouvoir populaire » que dans la mesure où celui-ci reste sous son propre contrôle. Le mouvement ouvrier a déjà fait trop souvent cette douloureuse expérience. Faudrait-il un nouveau Pinochet pour une nouvelle confirmation?

(1) PRP-BR: Parti Révolutionnaire du Prolétariat — Brigades Révolutionnaires; LUAR: Ligue d'Unité et d'Action Révolutionnaire; MDP: Mouvement Démocratique Populaire; MES: Mouvement de la Gauche Socialiste; LCI: Ligue Communiste Internationaliste.

(2) La troisième force de l'extrême-gauche portugaise, les « marxistes-léninistes » spontanés, dont le groupe le plus représentatif est l'UDP (Union Démocratique Populaire), a des positions qui oscillent entre l'anti-socialfascisme et la lutte pour le « pouvoir populaire ». C'est ainsi que le groupe 1^{er} Mai a signé l'accord du 25 août de création du FUR et que des officiers de l'UDP semblent avoir rédigé le document du COPCON avec l'aide de membres du PRP-BR — ce qui n'a pas empêché l'UDP de participer à la manifestation du 27 août non avec le FUR mais aux côtés du PS et du MRPP contre Gonçalves et Corvacho.

(3) « Les CRTSM [Conseils Révolutionnaires des Travailleurs, Soldats et Marins], écrit le PRP-BR dans une brochure non datée, ne pourront pas, grâce aux élections, devenir la propriété d'un parti, ce qui ne veut pas dire que les partis n'ont pas un rôle important à jouer dans la révolution socialiste. C'est à eux d'organiser idéologiquement leurs militants qui présenteront à la classe leurs propositions. Ce sera cependant à la classe seule de décider ce qui lui convient et non à quelque chapelle », etc...

La question féminine

(Suite de la page 2)

est devenu clair désormais que l'émancipation des femmes est liée à cette destruction — mais qui, ne pouvant reconnaître la lutte de classe comme la seule voie possible de cette destruction, tombe inévitablement dans les spéculations stériles de la révolution des consciences.

Ce nouveau féminisme est aujourd'hui florissant parmi les classes moyennes. Certes, il existe une infinité de catégories entre la bourgeoisie et le prolétariat: les couches petites-bourgeoises précisément, qui, par définition, connaissent des conditions « intermédiaires », des couches qui n'ont pas d'idéologie propre mais oscillent sans cesse entre prolétariat et bourgeoisie. Mais reconnaître l'existence de ces couches — dont certaines sont effectivement très proches du prolétariat — et en tenir compte, c'est une chose, et vouloir bâtir des théories sociales à partir de leurs conditions nécessairement bâtarde c'est une autre chose.

Les communistes combattent donc la thèse selon laquelle les femmes pourraient, sur la base d'une oppression « spécifique », se dresser globalement contre le capitalisme et poursuivre leur lutte jusqu'à l'anéantissement de celui-ci. Cela, seuls peuvent le faire ceux qui n'ont rien à perdre dans cette société, l'armée puissante et toujours plus concentrée des producteurs des deux sexes. Historiquement tous les combats que les femmes en tant que telles ont mené au nom de leur libération sont toujours restés sur le terrain démocratique bourgeois et il ne pouvait en être autrement. Des mouvements qui se fixent pour but l'unité des femmes par-delà les classes tombent nécessairement aux mains de leur composante bourgeoise. C'est donc, de fait, leur soumission à la bourgeoisie qu'ils réalisent. L'interclassisme est la substance du féminisme: « Il leur faudra réconcilier les classes, écrit par exemple K. Millet (La politique du mâle, p. 89), unir la grande dame et l'ouvrière, la prostituée et la digne mère de famille dans une cause commune. Et c'est dans la mesure où cela se réalisera que sera assuré le succès de la Révolution ». Mais les groupes féministes sont loin d'avoir l'exclusivité de l'interclassisme et le PCF à la poursuite du grand rassemblement démocratique adopte une position semblable: « La société se divise en classes [...]. Cependant le problème de la condition de la femme, la revendication de l'égalité des droits, l'amour maternel sont des liens susceptibles d'unir les femmes de catégories sociales différentes ». Aussi le PCF prône-t-il une « large union des femmes » (La femme et le socialisme, p. 129).

Le marxisme a montré au contraire que l'émancipation des femmes sera l'œuvre de la révolution communiste et qu'elle passait, avec celle-ci, par l'élargissement toujours plus grand des antagonismes de classe.

Mais cela ne signifie pas que les communistes considèrent comme inutile de lutter contre l'oppression féminine et repoussent la question jusqu'à sa résolution finale. Lutter pour soulager l'ouvrière des charges ménagères qui l'écrasent, combattre les discriminations de salaire et d'emploi relève non seulement de la défense élémentaire du prolétariat mais constitue encore une des conditions de son unification. Sans cela il ne peut y avoir de résistance efficace contre l'exploitation capitaliste, car celle-ci s'appuie précisément sur les divisions qu'il crée entre les différentes couches ouvrières. Sans cela il ne peut être question d'entraîner les femmes prolétaires dans la lutte politique et révolutionnaire. De même, sur le plan juridique, tout en montrant le fossé qui sépare l'égalité réelle de l'égalité formelle entre les sexes, les communistes ont de tout temps inscrit à leur programme ces réformes « démocratiques » que sont par exemple le droit au divorce ou à l'avortement, des réformes qui sont compatibles avec la société bourgeoise mais que celle-ci ne réalise jamais entièrement. Ils combattent des lois comme celle, par

exemple, qui réprime l'avortement parce qu'elle constitue un fardeau supplémentaire pour les femmes — et tout particulièrement les prolétaires — qui n'ont pas comme les bourgeois la possibilité de les tourner, et aussi parce que l'élimination des discriminations en matière de droit, qui ne met pas fin à l'oppression féminine, révèle ainsi sa nature réelle, sa nature économique, et clarifie les objectifs de la lutte: « Le caractère particulier de la prédominance de l'homme sur la femme dans la famille moderne, ainsi que la nécessité et la manière d'établir une véritable égalité sociale entre les deux sexes, ne se montreront en pleine lumière qu'une fois que l'homme et la femme auront juridiquement des droits absolument égaux » (Engels, L'Origine de la famille). Ces droits, la révolution russe les avait d'ailleurs réalisés plus radicalement qu'aucune démocratie bourgeoise ne l'a jamais fait. C'est seulement quand elle fut écrasée sous le poids conjugué de l'isolement extérieur et des forces que développait en son sein la petite production, que la contre-révolution stalinienne redécouvrit le caractère sacré de la famille comme une des conditions du développement du capitalisme russe. Et aujourd'hui, c'est précisément dans le stalinisme que ceux qui prétendent que la révolution prolétarienne ne peut suffire à émanciper les femmes vont chercher des arguments!

Enfin, il serait faux de conclure de notre intransigeance classiste que les communistes ne se préoccupent pas de rallier à la révolution des éléments non prolétaires et, en particulier, des éléments des couches moyennes. Ils entendent au contraire exploiter à cette fin toutes les contradictions du système capitaliste, mais ils le font non pas sur la base d'un féminisme plus ou moins vague, mais sur la base de l'agitation et de la propagande pour le communisme. Ainsi que l'écrivait Clara Zetkin, lorsqu'elle était encore marxiste: « Le principe fondamental doit être le suivant: pas d'agitation spécifiquement féministe, mais une agitation socialiste parmi les femmes ».

permanences du parti

EN BELGIQUE

• A Bruxelles: les dimanches 9 novembre et 14 décembre de 10 h à 12 h, café-bar Europarty, salle du fond (demander Editions Programme), Waayenberg 48, quartier Léopold (près de la place Blyckaerts).

EN FRANCE

- A Amiens: les dimanches 9 et 23 novembre de 10 h à 12 h, café « A l'habitude » (Tour Perret).
- A Lille: le dimanche de 10 h à 12 h, 27, rue Adolphe.
- A Marseille: les samedis 8 et 22 novembre de 14 h 30 à 17 h 30, 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).
- A Mulhouse: le premier vendredi de chaque mois, de 20 h à 21 h, Klapperstei 68, 4, rue Gutenberg.
- A Paris: 20, rue Jean Bouton (12^e) Le samedi, de 11 h à 15 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.
- A Strasbourg: le mercredi de 18 h à 20 h, le samedi de 14 h à 17 h, 7, rue des Couples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).
- A Toulouse: vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

LECTEURS ET SYMPATHISANTS DE SUISSE

Vous pouvez prendre contact avec nos militants en écrivant à:

B.P. 85
Montchoisy
LAUSANNE 19

directeur - gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e
distribué par les NMPP

presse internationale

Voici le sommaire du N° 19 (10 octobre 75) de:

il programma comunista

- Borghesia e opportunismo preparano il « dopo Franco ».
- Risposta di classe ai crimini franchisti.
- Il banco di prova del pubblico impiego: Verso un nuovo galateo della lotta di classe.
- No ai blocchi nazionali delle classi!
- Avanti col gambero; e: C'era una volta...
- In Germania come in Italia.
- Lotta rivoluzionaria, partito di classe e militanza comunista (III).
- Corso dell'imperialismo e crisi (IV).
- Brasile: vicende del sottosviluppo.
- Prodezze di Talpone.
- Portogallo: il test della questione coloniale.
- Nostri interventi.
- I ferrovieri e la necessità di tendere il fronte di lotta.